

LOI n° 65-1004 du 1^{er} décembre 1965 tendant à réglementer la profession de professeur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Nul ne peut enseigner contre rétribution la danse classique ou contemporaine s'il n'est muni :

— soit d'un diplôme français attestant l'aptitude à ces fonctions et délivré sous le contrôle du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles et du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou de l'un d'entre eux ;

— soit d'un diplôme étranger dont l'équivalence aura été reconnue par le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles et le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou l'un d'entre eux.

En outre, nul ne peut enseigner la danse, dans quelque branche que ce soit, s'il a été l'objet :

— soit d'une condamnation pour crime ;

— soit d'une condamnation sans sursis pour infraction aux articles 330, 331, 332, 333, 334, 334-1, 335, 335-5 et 335-6 du code pénal ;

— soit d'une condamnation à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quinze jours pour coups et blessures volontaires, abus de confiance, escroquerie ou vol.

Art. 2. — Nul ne peut exploiter, à quelque titre que ce soit, une salle, un cours et, d'une manière générale, une école de danse, si la salle, le cours ou l'école ne présentent pas, au regard des conditions dans lesquelles est assuré l'enseignement de la danse, des garanties suffisantes de technique, de sécurité, d'hygiène et de moralité qui seront définies par arrêtés.

L'exploitant devra déclarer l'ouverture, la fermeture et toute modification dans l'activité de son établissement et souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile en vue de garantir les élèves fréquentant l'établissement contre les risques qui peuvent être encourus du fait de l'enseignement reçu.

Les modalités de contrôle, y compris celles d'un contrôle médical, feront l'objet d'un décret.

Art. 3. — Le préfet de chaque département peut interdire, pour un maximum de six mois et par décision motivée, l'activité d'un établissement qui ne présenterait pas les garanties exigées en application de l'article précédent.

Art. 4. — Les personnes qui, à la date de promulgation de la présente loi, enseignent depuis moins de deux ans la danse classique ou contemporaine, devront satisfaire dès l'année de la création du diplôme aux conditions prévues par l'article 1^{er}.

Celles qui, à la date de promulgation de la présente loi, enseignent la danse classique ou contemporaine depuis plus de deux ans, devront satisfaire dans un délai de deux ans à une épreuve probatoire organisée par arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles et du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou de l'un d'entre eux ; ce délai courra à compter de la publication dudit arrêté.

Les personnes de nationalité française ou étrangère dont la haute qualification, l'expérience et les titres en matière d'enseignement de la danse classique ou contemporaine sont reconnus, pourront exceptionnellement être dispensées de toute épreuve ou diplôme par arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires

culturelles et du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, ou de l'un d'entre eux, après avis d'une commission dont la composition et le fonctionnement seront déterminés par arrêté.

Art. 5. — L'exercice de la profession de professeur de danse, l'ouverture, le fonctionnement ou le maintien d'un établissement en infraction aux dispositions de la présente loi seront punis, en cas de récidive, d'un emprisonnement de deux à quatre mois et d'une amende de 2.000 F à 4.500 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement et il pourra interdire l'exercice de la profession à titre temporaire ou définitif.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 1965.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

GEORGES POMPIDOU.

Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles,
ANDRÉ MALRAUX.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

JEAN FOYER.

Le ministre de l'intérieur,
ROGER FREY.

Le ministre de l'éducation nationale,

CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre du travail,
GILBERT GRANDVAL.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Centres hospitaliers et universitaires.

Par arrêtés conjoints du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique et de la population en date du 23 novembre 1965, sont intégrés, avec effet à compter du 10 octobre 1965, dans l'un des corps du personnel enseignant et hospitalier visés à l'article 1^{er} du décret n° 60-1030 du 24 septembre 1960 modifié fixant le statut du personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires :

Pour le centre hospitalier et universitaire de Paris.

M. Daguet (Gaston-Louis), en qualité de maître de conférences agrégé de bactériologie, biologiste des hôpitaux, non chef de service (bactériologie, parasitologie, virologie).

M. Hugelin (André-Henri-Joseph), en qualité de maître de conférences agrégé de physiologie, biologiste des hôpitaux, chef de service (exploration fonctionnelle en neurophysiologie).

M. Marois (Maurice), en qualité de maître de conférences agrégé d'histologie, biologiste des hôpitaux, non chef de service dans un laboratoire de cytologie.

M. Picard (Jacques-Oscar), en qualité de maître de conférences agrégé de biochimie médicale, biologiste des hôpitaux, non chef de service dans un laboratoire de biochimie.

M. Roux (Charles-Maurice), en qualité de maître de conférences agrégé d'histologie-embryologie, biologiste des hôpitaux, non chef de service dans un laboratoire d'embryologie pathologique.

Conseil économique et social.

Par arrêté du président du Conseil économique et social en date du 26 novembre 1965, M. Gosselin (Charles-Jean), administrateur civil, est nommé directeur adjoint au Conseil économique et social à compter du 15 novembre 1965.

Loi n° 65-1004. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Proposition de loi n° 1070 ;

Rapports de M. Evrard, au nom de la commission des affaires culturelles (nos 1457 et 1664) ;

Discussion et adoption le 16 novembre 1965.

Sénat :

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, n° 60 (1965-1966) ;
Rapport de M. Noury, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 74 (1965-1966) ;

Discussion et adoption le 19 novembre 1965.